

« MITHRA PHARMACEUTICALS »
Société anonyme
A 4000 Liège, rue Saint Georges, 5
Numéro d'entreprise : 0466.526.646

STATUTS COORDONNES AU 23 NOVEMBRE 2023

Société constituée suivant les termes d'un acte authentique dressé par Maître Thierry de Rochelée, notaire à Wanze, le 8 juillet 1999, publié aux annexes du Moniteur belge du 27 juillet suivant, sous le numéro 326.

Statuts modifiés :

- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 6 mai 2021, publié aux annexes du Moniteur Belge du 19 mai suivant sous le numéro 21331096.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 20 mai 2021, publié aux annexes du Moniteur belge du 27 mai suivant, sous le numéro 21332497.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 10 novembre 2021, publié aux annexes du Moniteur belge du 18 novembre suivant, sous le numéro 21367541.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 4 février 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 9 février suivant, sous le numéro 22309749.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 14 février 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 17 février suivant, sous le numéro 22311496.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 21 mars 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 24 mars suivant, sous le numéro 22319492.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 19 avril 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 22 avril suivant, sous le numéro 22326804.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 31 mai 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 2 juin suivant, sous le numéro 22335584.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 24 juin 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 1^{er} juillet suivant, sous le numéro 22342625.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Olivier JACQUES, Notaire à Herstal, le 30 juin 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 5 juillet suivant, sous le numéro 22343656.
- aux termes de 3 actes reçus par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 10 août 2022, publiés aux annexes du Moniteur belge du 17 août suivant, sous les numéros 22352169, 22352098 et 22352089.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 17 août 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 24 août suivant sous le numéro 22353240.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 22 août 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 24 août suivant sous le numéro 22353264.

- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 29 août 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 1er septembre suivant sous le numéro 22354819.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 5 septembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 8 septembre suivant sous le numéro 22356345.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 14 septembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 16 septembre suivant, sous le numéro 22358260.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Olivier JACQUES, Notaire à Herstal, le 22 septembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 28 septembre suivant, sous le numéro 22360898.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 26 septembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 4 octobre suivant, sous le numéro 22362362 ;
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 18 octobre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 20 octobre suivant, sous le numéro 22367293 ;
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 21 octobre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 26 octobre suivant, sous le numéro 22368805 ;
- aux termes d'un acte reçu par Maître Olivier JACQUES, Notaire à Herstal, le 31 octobre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 8 novembre suivant, sous le numéro 22371431.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Olivier JACQUES, Notaire à Herstal, le 17 novembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 2 décembre suivant, sous le numéro 22378070.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 21 novembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 24 novembre suivant, sous le numéro 22375457.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 30 novembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 2 décembre suivant, sous le numéro 22378162.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 2 décembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 6 décembre suivant, sous le numéro 22378961.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 6 décembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 9 décembre suivant, sous le numéro 22380256.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 21 décembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge le 28 décembre suivant sous le numéro 22388012.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 30 décembre 2022, publié aux annexes du Moniteur belge du 6 janvier 2023, sous le numéro 23302046.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 13 février 2023, publié aux annexes du Moniteur belge du 16 février suivant, sous le numéro 23314627.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à Herstal, le 13 mars 2023, publié aux annexes du Moniteur belge du 15 mars suivant, sous le numéro 23322620.

- aux termes d'un acte reçu par Maître Geoffrey GAUTHY, Notaire à Herstal, le 11 mai 2023, publié aux annexes du Moniteur belge du 16 mai suivant, sous le numéro 23345597.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Geoffrey GAUTHY, Notaire à Herstal, le 25 mai 2023, publié aux annexes du Moniteur belge du 31 mai 2023 suivant, sous le numéro 23350359.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Geoffrey GAUTHY, Notaire à Herstal, le 23 juin 2023, publié aux annexes du Moniteur belge du 27 juin suivant, sous le numéro 23361966.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Geoffrey GAUTHY, Notaire à Herstal, le 28 août 2023, publié aux annexes du Moniteur belge du 30 août suivant, sous le numéro 23385339.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Geoffrey GAUTHY, Notaire à Herstal, le 18 septembre 2023, publié aux annexes du Moniteur belge du 20 septembre suivant, sous le numéro 23393972.
- aux termes d'un acte reçu par Maître Geoffrey GAUTHY, Notaire à Herstal, le 23 novembre 2023, en cours de publication aux annexes du Moniteur belge.

STATUTS

ARTICLE 1. - Forme et dénomination

La société a la forme d'une société anonyme et est une société cotée au sens de l'article 1:11 du Code des sociétés et des associations.

Elle porte la dénomination « Mithra Pharmaceuticals ».

Le site internet de la société est <http://www.mithra.com>. L'adresse e-mail de la société est corporate.secretary@mithra.com. Toute communication vers cette adresse par les actionnaires, les titulaires de titres émis par la société et les titulaires de certificats émis avec la collaboration de la société est réputée être intervenue valablement.

ARTICLE 2. - Siège

Le siège est établi en région Wallonne.

Le conseil d'administration peut, sans modification des statuts, transférer le siège en tout autre endroit en région Wallonne moyennant le respect de la législation en vigueur en matière d'emploi des langues. Tout transfert du siège sera publié aux Annexes du Moniteur belge par les soins du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut établir des sièges administratifs, sièges d'exploitation, succursales, bureaux, agences et filiales tant en Belgique qu'à l'étranger.

ARTICLE 3. - Objet

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour compte de tiers, le développement et la commercialisation de médicaments, produits pharmaceutiques ou de recherche médicale, spécialités chimiques ou biologiques, et tous produits et matériels en général, destinés à la vente libre ou non, dans toute spécialité liée à la santé féminine, et notamment :

- a. toute activité de recherche et développement dans ce domaine, éventuellement au travers de partenariats avec d'autres entreprises, universités ou organismes, publics ou privés, belges ou étrangers ;
- b. la fabrication et la production de tels produits ;
- c. la distribution et la commercialisation, en Belgique comme à l'étranger, en ce compris l'importation, l'exportation et toute activité en tant qu'intermédiaire dans ces opérations, de tels produits ;

d. la conclusion et l'exploitation de tous contrats de commercialisation, de représentation industrielle ou commerciale, de licences, de brevets, know-how, marques ou tous actifs du domaine de la propriété intellectuelle ou industrielle en rapport avec ces activités ;

e. l'exécution de tous mandats et fonctions dans des sociétés, entreprises, associations ou organismes publics actifs dans ce secteur d'activités;

La société pourra accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, civiles, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, a son objet social, ou qui seraient de nature à en faciliter la réalisation ou à favoriser le développement de ses activités.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes sociétés, associations ou entreprises ayant un objet similaire ou connexe au sien, ou susceptibles de favoriser le développement de ses activités.

La société pourra réaliser son objet en tous lieux et de toutes les manières et suivant les modalités les mieux appropriées.

ARTICLE 4. - Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 5. – Capital

Le capital de la société est fixé à cinquante millions cinq cent nonante-quatre mille trente-deux euros quarante-et-un cents (50.594.032,41 €) et représenté par soixante-neuf million cent huit mille trois cent nonante-sept (69.108.397) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

ARTICLE 6. - Modification du capital

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant selon les dispositions prévues pour la modification des statuts.

Les convocations à l'assemblée générale indiquent la manière dont la réduction proposée sera opérée ainsi que le but de cette réduction.

Lors de chaque augmentation de capital, les nouvelles actions à souscrire en espèces doivent être offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions durant une période d'au moins quinze jours à compter du jour de l'ouverture de la souscription. L'assemblée générale détermine le prix de souscription et le délai durant lequel le droit de préférence peut être exercé. Toutefois, ce droit de souscription préférentiel pourra être limité ou supprimé par l'assemblée générale statuant dans l'intérêt social et comme en matière de modification aux statuts.

ARTICLE 7. - Capital autorisé

A. Le conseil d'administration est autorisé à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital dans les limites fixées par la loi, notamment en émettant des obligations convertibles, et des droits de souscription, et de tout autre droit ou titre convertible ou exerçable en actions, à concurrence d'un montant maximal de cinquante millions cinq cent nonante-quatre mille trente-deux euros quarante-et-un cents (EUR 50.594.032,41). Le conseil d'administration est expressément autorisé à utiliser cette autorisation pour les opérations suivantes :

- Les augmentations de capital ou les émissions d'obligations convertibles, ou de droits de souscription, et de tout autre droit ou titre convertible ou exerçable en actions, à l'occasion desquelles le droit de préférence des actionnaires existants est limité ou supprimé ;
- Les augmentations de capital ou les émissions d'obligations convertibles, ou de droits de souscription, et de tout autre droit ou titre convertible ou exerçable en actions, à l'occasion desquelles le droit de préférence des actionnaires existants est limité ou supprimé en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, autres que les membres du personnel de la Société ou de ses filiales ;
- Les augmentations de capital effectuées par incorporation de réserves.

Cette augmentation de capital peut revêtir toute forme quelconque, y compris, mais sans s'y limiter, des apports en numéraires ou en nature, avec ou sans prime d'émission, à des prix d'émission inférieurs ou supérieurs au pair comptable des actions en circulation, ainsi que par incorporation de réserves et/ou de primes d'émission et/ou de bénéfices reportés, dans les limites permises par la loi. Cette autorisation est conférée au conseil d'administration pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de publication aux Annexes du Moniteur belge d'un extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 23 novembre 2023.

B. Le conseil d'administration est expressément autorisé à utiliser l'autorisation conférée sous A. même après réception par la Société de la communication faite par l'Autorité des services et marchés financiers selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition la visant, dans les conditions impératives prévues par l'article 7:202 du Code des sociétés et des associations. Cette autorisation est conférée au conseil d'administration pour une durée de trois (3) ans à dater de l'assemblée extraordinaire des actionnaires du 23 novembre 2023. Elle est renouvelable

C. Le conseil d'administration peut, avec pouvoir de subdélégation, modifier les statuts afin de tenir compte des augmentations de capital consécutives à l'exercice de ses pouvoirs en vertu du présent article.

ARTICLE 8. - Prime d'émission

En cas d'augmentation de capital avec création d'une prime d'émission, le montant de cette prime doit être intégralement libéré à la souscription.

La prime est, sous déduction éventuelle des frais, affecté à un compte indisponible qui constituera, à l'égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des statuts.

ARTICLE 9. - Acquisition, prise en gage et aliénation d'actions, parts bénéficiaires et certificats s'y rapportant propres

La société peut acquérir, prendre en gage et aliéner ses propres actions, parts bénéficiaires ou certificats s'y rapportant dans les conditions prévues par la loi.

Le conseil d'administration est autorisé à aliéner les actions ou les certificats cotés au sens de l'article 1:11 du Code des sociétés et des associations, conformément à l'article 7:218 du Code des sociétés et des associations (cette autorisation s'étend aux aliénations faites par les filiales directes de celles-ci, telles que ces filiales sont définies à l'article 3:22 du Code des sociétés et des associations).

ARTICLE 10. - Appel de fonds

Le conseil d'administration décide souverainement de la date et de la manière selon laquelle les appels de fonds sur les actions qui ne sont pas entièrement libérées sont effectués.

Si un actionnaire n'a pas effectué les versements demandés sur ses actions dans le délai fixé par le conseil d'administration, l'exercice des droits de vote afférents auxdites actions est suspendu de plein droit aussi longtemps que ces versements n'auront pas été effectués. En outre, l'actionnaire sera redevable de plein droit à la société d'un intérêt moratoire égal au taux légal majoré de deux (2) pour cent.

Si l'actionnaire reste toujours en défaut après une mise en demeure envoyée par lettre recommandée après l'expiration du délai fixé par le conseil d'administration, ce dernier peut faire vendre les actions concernées en bourse, par l'intermédiaire d'une société d'investissement ou d'un établissement de crédit, sans préjudice au droit de la société de lui réclamer le solde dû, ainsi que tous dommages-intérêts éventuels.

L'actionnaire ne peut libérer ses actions de manière anticipée sans l'accord préalable du conseil d'administration.

ARTICLE 11. - Nature des actions et registre des actions nominatives

Les actions sont nominatives ou dématérialisées.

Le registre des actions nominatives est tenu sous la forme électronique. Le conseil d'administration peut décider de confier la tenue et l'administration du registre électronique à un tiers. Toutes les inscriptions dans ce registre, en ce compris les transferts et conversions, peuvent être valablement effectuées sur la base de documents ou instructions que le cédant, le cessionnaire ou le propriétaire de titres peut adresser par voie électronique ou par tout autre moyen. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire dans le registre tout transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

ARTICLE 12. - Exercice des droits afférents aux titres

Les droits et obligations attachés à une action suivent le titre en quelque main qu'il passe. La possession d'une action emporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales et du conseil d'administration, ou en général de celles prises dans le respect de ces statuts.

A l'égard de la société, les titres sont indivisibles. Si un de ces titres appartient à plusieurs personnes ou si les droits afférents à un de ces titres sont divisés entre plusieurs personnes, les droits y afférents sont suspendus de plein droit jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme propriétaire du titre à l'égard de la société. Les droits afférents aux titres faisant l'objet d'un usufruit ou d'un gage sont exercés respectivement par l'usufruitier et par le propriétaire constituant du gage, sauf convention en sens contraire signée par tous les intéressés et notifiée à la société.

ARTICLE 13. - Composition du conseil d'administration

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non, personnes physiques ou personnes morales.

Si une personne morale est désignée comme administrateur de la société, elle doit désigner, en conformité avec les règles prévues par le Code des sociétés, un représentant permanent, habilité à la représenter dans toutes ses relations avec la société. L'administrateur ne peut révoquer son représentant permanent qu'en désignant simultanément son successeur.

La durée de leur mandat ne peut excéder quatre (4) ans. Les administrateurs dont le mandat a pris fin restent en fonction aussi longtemps que l'assemblée générale, pour quelque raison que ce soit, ne pourvoit pas à leur remplacement.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Les administrateurs peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée générale.

ARTICLE 14. - Vacance avant l'expiration du terme

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit de pourvoir provisoirement au remplacement. L'administrateur ainsi nommé achève le terme du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

L'élection définitive de l'administrateur remplaçant est mise à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée générale.

ARTICLE 15. - Présidence

Le conseil d'administration élira, parmi ses membres, un président à la majorité simple.

ARTICLE 16. - Réunions du conseil d'administration

Le conseil est convoqué par son président ou par l'administrateur qui le remplace chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit être convoqué lorsque deux (2) administrateurs au moins le demandent.

Les convocations sont valablement faites notamment par lettre ordinaire, courrier électronique ou tous autres moyens prévus à l'article 2281 du Code civil. Elles mentionnent le lieu, la date,

l'heure et l'ordre du jour de la réunion. Elles sont envoyées au moins deux (2) jours ouvrables avant la réunion. En cas d'urgence motivée, ce délai peut être inférieur à deux (2) jours ouvrables.

Si tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés, la régularité de la convocation ne peut être contestée. Sauf si le conseil d'administration en décide autrement, le(s) directeur(s) général (généraux) de la Société est (sont) toujours habilité(s) à assister et à participer aux réunions du conseil d'administration, toutefois, sans droit de vote.

ARTICLE 17. - Délibération

Les séances du conseil d'administration sont présidées par le président.

A défaut de président ou en cas d'empêchement de celui-ci, l'administrateur le plus âgé préside la réunion.

Au moins la majorité des administrateurs doit être présente ou représentée pour former un quorum. Au cas où la majorité des administrateurs n'est pas présente à une réunion du conseil d'administration, chaque administrateur aura le droit de convoquer une deuxième réunion du conseil d'administration avec le même ordre du jour, qui aura lieu dans un délai raisonnable (qui ne sera pas inférieur à quinze (15) jours ouvrables, sauf si l'urgence des décisions à prendre exige de procéder autrement, avec un minimum de trois (3) jours ouvrables) qui commence à courir à partir de l'envoi de la nouvelle convocation. Cette deuxième réunion du conseil d'administration aura le droit de délibérer et de décider sur l'ordre du jour, quel que soit le nombre des Administrateurs présents ou représentés.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour que si tous les administrateurs sont présents ou représentés et décident à l'unanimité de délibérer sur ces points.

Tout administrateur peut désigner un autre membre du conseil pour se faire représenter à une réunion déterminée. Ce mandat doit faire l'objet d'une procuration revêtue de la signature de l'administrateur (qui peut être une signature électronique telle que définie à l'article 1322, paragraphe 2 du Code civil) et doit être notifiée au conseil d'administration par lettre ordinaire, courrier électronique ou tous autres moyens prévus à l'article 2281 du Code civil, pour le représenter à une réunion du conseil d'administration.

Toutes les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix émises. Les votes blancs ou irréguliers ne peuvent être ajoutés aux voix émises.

Si un administrateur a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou une opération relevant du conseil d'administration, les règles et formalités prévues par le Code des sociétés devront être respectées.

En cas d'urgence, les décisions du conseil d'administration pourront être prises, dans la mesure où la loi l'autorise, par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit. Il ne pourra cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé. Sauf stipulation contraire, les décisions prises par consentement unanime exprimé par écrit sont réputées être prises au siège et entrer en vigueur à la date de la dernière signature par un administrateur.

Les administrateurs peuvent participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à tous les administrateurs de communiquer entre eux. Ils sont alors réputés avoir assisté à cette réunion. Sauf stipulation contraire, les décisions sont réputées être prises au siège et entrer en vigueur à la date de la réunion.

ARTICLE 18. - Procès-verbaux

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président, le Secrétaire et les administrateurs qui le souhaitent. Les procurations sont annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par deux administrateurs au moins, par le président du conseil d'administration ou par un administrateur-délégué. Ce pouvoir peut être délégué à un mandataire.

ARTICLE 19. - Compétence du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus en vue d'accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Il a le pouvoir d'accomplir tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale.

Il représente la société tant en justice, en demandant ou en défendant, qu'à l'égard des tiers, dans tous actes, en ce compris ceux où interviennent un officier ministériel ou un fonctionnaire public.

Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer à un tiers de son choix, une partie de ses pouvoirs pour des objets spéciaux et déterminés.

Le conseil d'administration peut créer des comités dont il déterminera les compétences.

ARTICLE 20. - Rémunération

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Les restrictions telles que définies par l'article 7:91 du Code des sociétés et des associations ne sont pas d'application.

ARTICLE 21. – Représentation

La société est valablement représentée par deux administrateurs agissant conjointement, tant en justice, en demandant ou en défendant, qu'à l'égard des tiers, dans tous actes, en ce compris ceux où interviennent un officier ministériel ou un fonctionnaire public. Il (ils) n'aura (n'auront) pas à justifier dans aucun cas, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil d'administration.

La société est en outre valablement représentée par un mandataire, dans les limites de son mandat.

ARTICLE 22. - Gestion journalière

Sans préjudice à son droit de désigner des mandataires spéciaux pour les missions qu'il détermine, le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à une ou plusieurs personnes physiques ou morales, administrateurs ou non, agissant séparément ou conjointement.

Si la personne chargée de la gestion journalière est également administrateur, elle porte le titre d' « administrateur-délégué ». Dans le cas contraire, elle porte le titre de « directeur général ».

Le mandat de délégué à la gestion journalière est exercé gratuitement, sauf décision contraire du conseil d'administration. Les restrictions telles que définies par l'article 7 :121 iuncto l'article 7 :91 du Code des sociétés et des associations ne sont pas d'application, ni à chaque membre de l'organe de gestion journalière, ni aux autres dirigeants visés à l'article 3:6, §3, alinéa 3 du Code des sociétés et des associations.

Le conseil d'administration est seul compétent pour déterminer les conditions et les limites de cette délégation et y mettre fin.

La société est valablement représentée par une personne chargée de la gestion journalière, agissant seul, tant en justice, en demandant ou en défendant, qu'à l'égard des tiers, dans tous actes de gestion journalière, en ce compris ceux où interviennent un officier ministériel ou un fonctionnaire public. Il n'aura pas à justifier dans aucun cas, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil d'administration.

Toute personne chargée de la gestion journalière peut, sous sa responsabilité, déléguer à un tiers de son choix, une partie de ses pouvoirs pour des objets spéciaux et déterminés.

ARTICLE 23. - Contrôle

Le contrôle de la société est confié à un ou plusieurs commissaires, nommés pour un terme de trois (3) ans renouvelable.

Les commissaires sont nommés parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

L'assemblée générale détermine le nombre de commissaires et fixe leurs émoluments.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Si plusieurs commissaires ont été nommés, ils forment un collège. Ils peuvent se répartir entre eux les charges du contrôle de la société.

ARTICLE 24. - Tâches des commissaires

Les commissaires ont, collectivement ou individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard des dispositions légales en vigueur et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels.

Ils peuvent, sans déplacement, prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Il leur est remis chaque semestre, par le conseil d'administration, un état résumant la situation active et passive de la société.

Les commissaires rédigent, en vue de l'assemblée générale, un rapport écrit et circonstancié contenant spécialement les indications prévues par la loi. Les commissaires peuvent, dans l'exercice de leur fonction et à leurs frais, se faire assister par des préposés ou d'autres personnes dont ils sont responsables.

ARTICLE 25. - Composition et compétence de l'assemblée générale

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Les décisions prises par l'assemblée générale sont obligatoires pour tous les actionnaires, même absents ou dissidents. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

ARTICLE 26. - Réunions

L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de mai à dix-sept heures (17h). Si ce jour tombe un jour férié légal, l'assemblée générale est tenue le jour ouvrable suivant ou tout autre jour indiqué dans la convocation.

Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le dixième du capital.

Les assemblées générales se réunissent au siège ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations.

ARTICLE 27. - Convocation

L'assemblée générale se réunit sur convocation du conseil d'administration ou des commissaires.

Ces convocations contiennent les mentions prescrites par le Code des Sociétés et sont effectuée dans les formes et délais prescrits par le Code des sociétés.

Chaque année, il est tenu au moins une assemblée générale ordinaire dont l'ordre du jour mentionne au moins : (i) le cas échéant, la discussion du rapport de gestion et du rapport des commissaires, (ii) le cas échéant, l'approbation du rapport de rémunération, (iii) la discussion et l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat, (iv) la décharge à accorder aux administrateurs et, le cas échéant, aux commissaires.

ARTICLE 28. - Admission

Le droit de participer à une assemblée générale et d'y exercer le droit de vote est subordonné à l'enregistrement comptable des actions au nom de l'actionnaire le quatorzième jour qui précède

l'assemblée générale, à vingt-quatre heures (heure belge), soit par leur inscription sur le registre des actions nominatives de la société, soit par leur inscription dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de liquidation, sans qu'il soit tenu compte du nombre d'actions détenues par l'actionnaire au jour de l'assemblée générale.

L'actionnaire indique à la société, ou à la personne qu'elle a désignée à cette fin, sa volonté de participer à l'assemblée générale, au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée.

Les titulaires d'obligations, de droits de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la société peuvent assister à l'assemblée générale, mais avec une voix consultative seulement et pour autant qu'ils respectent les conditions d'admission prévues pour les actionnaires.

ARTICLE 29. - Représentation

Tout actionnaire peut donner procuration à un tiers de son choix

Le conseil d'administration peut arrêter la forme des procurations dans les convocations. Les procurations doivent parvenir à la société au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée générale.

ARTICLE 30. - Vote à distance avant l'assemblée générale

Pour autant que prévu dans l'avis de convocation à l'assemblée générale, tout actionnaire peut voter à distance avant l'assemblée générale, par correspondance ou sous forme électronique (auquel cas le formulaire sera signé par signature électronique conformément à la législation belge applicable), au moyen d'un formulaire mis à disposition par la société.

Le formulaire de vote par correspondance doit parvenir à la société au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée générale. Le vote sous forme électronique peut être exprimé jusqu'au jour qui précède l'assemblée.

La société peut également organiser un vote à distance avant l'assemblée générale par d'autres moyens de communication électronique tels que, entre autres, via un ou plusieurs sites internet. Elle déterminera les modalités pratiques d'un tel vote à distances dans l'avis de convocation.

Lorsqu'elle prévoit le vote à distance avant l'assemblée générale soit sous forme électronique soit par d'autres moyens de communication électronique, la société doit être en mesure de contrôler la qualité et l'identité de l'actionnaire. Les modalités suivant lesquelles la qualité d'actionnaire et l'identité de la personne désireuse de voter à distance sont contrôlées et garanties, sont définies par le conseil d'administration.

Le formulaire de vote à distance adressé à la société pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Pour le calcul des règles de quorum et de majorité, seuls les votes à distance exprimés par des actionnaires qui satisfont aux formalités d'admission à l'assemblée sont pris en compte.

L'actionnaire qui a exprimé son vote à distance, que ce soit par correspondance ou sous forme électronique, ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée pour le nombre de voix ainsi exprimées.

ARTICLE 31. - Bureau

Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut ou en cas d'empêchement de celui-ci, par un autre administrateur.

Le président de la réunion peut désigner un secrétaire, qui ne doit pas nécessairement être actionnaire ou administrateur.

Si le nombre d'actionnaires présents ou représentés le permet, l'assemblée générale peut choisir deux scrutateurs, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaire ou administrateur.

Les administrateurs présents complètent le bureau.

ARTICLE 32. - Prorogation

Quels que soient les objets à l'ordre du jour, le conseil d'administration a le droit de proroger toute assemblée générale ordinaire ou autre. Il peut user de ce droit à tout moment, mais seulement après l'ouverture des débats. Sa décision doit être notifiée à l'assemblée avant la clôture de la réunion et mentionnée au procès-verbal. Cette notification emporte annulation de toutes décisions quelconques adoptées au cours de la réunion. Les actionnaires devront être convoqués à nouveau à cinq (5) semaines avec le même ordre du jour. Les formalités remplies pour assister à la première réunion, et, le cas échéant, des procurations, resteront valables pour la seconde réunion.

ARTICLE 33. - Nombre de voix – exercice du droit de vote

Chaque action donne droit à une voix.

ARTICLE 34. - Publicité des participations importantes – Quotité(s) statutaire(s)

Conformément à l'article 18 de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant des dispositions diverses, les dispositions des articles 6 à 17 de ladite loi s'appliquent également à la quotité de 3% du total de droits de vote existants.

ARTICLE 35. -Délibération

Avant d'entrer en séance, une liste des présences indiquant le nom des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils détiennent est signée par chacun d'eux ou par leur mandataire. Il en est de même pour les titulaires des autres titres émis par la société ou en collaboration avec celle-ci.

L'assemblée générale ne peut délibérer sur des points ne figurant pas à l'ordre du jour, sauf si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et décident à l'unanimité de délibérer sur ces points.

Les administrateurs répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport ou des points portés à l'ordre du jour, dans la mesure où la communication de données ou de faits n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux de la société ou aux engagements de confidentialité souscrits par la société ou ses administrateurs. Le cas échéant, les commissaires répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport, dans la mesure où la communication de données ou de faits n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux de la société ou aux engagements de confidentialité souscrits par la société, ses administrateurs ou les commissaires.

Sauf disposition légale ou statutaire contraire, toute décision est prise par l'assemblée générale à la majorité simple des voix, quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés. Les votes blancs ou irréguliers ne peuvent être ajoutés aux voix émises.

Si, lors d'une décision de nomination, aucun des candidats n'obtient la majorité absolue des voix, il est procédé à un nouveau vote entre les deux candidats qui ont obtenu le nombre de voix le plus élevé.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité simple des voix émises.

Les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être passées par acte authentique. Sauf stipulation contraire, les décisions prises par écrit sont réputées être prises au siège et entrer en vigueur à la date de la dernière signature par un actionnaire.

Les assemblées générales peuvent être retransmises par vidéoconférence ou audioconférence en temps réel ou différé, en tout ou en partie, le cas échéant via un ou plusieurs sites internet, à partir du lieu où se tient la réunion vers un ou plusieurs lieux éloignés où se trouvent des personnes identifiées ou non. Les personnes qui prennent part à une assemblée générale consentent de ce fait à ce que leur image soit ainsi transmise.

ARTICLE 36. - Procès-verbaux

Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les procès-verbaux des assemblées générales mentionnent pour chaque décision, le nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés, la proportion du capital représentée par ces votes, le nombre total de votes valablement exprimés et pour et contre chaque décision et, le cas échéant, le nombre d'abstentions. Ces informations sont rendues publiques sur le site internet de la société dans les quinze jours qui suivent l'assemblée générale.

Sauf disposition légale contraire, les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, sont signées par deux administrateurs au moins, par le président du conseil d'administration ou par un administrateur-délégué. Ce pouvoir peut être délégué à un mandataire.

ARTICLE 37. - Comptes annuels

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, il est dressé, par les soins du conseil d'administration, un inventaire ainsi que les comptes annuels. Dans la mesure requise par la loi, le conseil d'administration établit en outre un rapport dans lequel il rend compte de sa gestion. Ce rapport comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société, ainsi que les autres éléments requis par le Code des sociétés.

ARTICLE 38. - Approbation des comptes annuels

L'assemblée générale ordinaire entend le rapport de gestion et, le cas échéant, le rapport des commissaires et statue sur l'approbation des comptes annuels.

Après l'approbation des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par vote spécial sur la décharge des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires. Cette décharge n'est valable que si les comptes annuels ne contiennent aucune omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, en ce qui concerne les actes faits en violation des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Dans les trente jours de leur approbation par l'assemblée générale, les comptes annuels et le rapport de gestion, ainsi que les autres documents mentionnés dans le Code des sociétés, sont déposés à la Banque Nationale de Belgique par les soins du conseil d'administration.

ARTICLE 39. - Distribution

Sur le bénéfice net mentionné dans les comptes annuels, il est prélevé annuellement un montant de cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, ce prélèvement n'étant plus obligatoire lorsque la réserve atteint un dixième du capital.

Sur proposition du conseil d'administration, le solde est mis annuellement à la disposition de l'assemblée générale, qui en détermine souverainement l'affectation à la majorité simple des voix émises, dans les limites imposées par le Code des sociétés,

ARTICLE 40. - Paiement des dividendes – Acomptes

Les dividendes sont payés à l'époque et aux endroits désignés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut, dans les limites prévues par le Code des sociétés, distribuer un ou plusieurs acomptes sur le dividende qui sera distribué sur les résultats de l'exercice social en cours.

ARTICLE 41. - Dissolution anticipée

Si, par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital, le conseil d'administration doit soumettre la question de la dissolution de la société et éventuellement proposer d'autres mesures à l'assemblée générale délibérant conformément aux règles prévues par le Code des sociétés.

L'assemblée générale doit se tenir dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des obligations légales ou statutaires.

Si, par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital, la dissolution pourra être prononcée par le quart des voix émises à l'assemblée générale.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur au minimum légal du capital, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution de la société. Le tribunal peut, le cas échéant, accorder à la société un délai en vue de régulariser sa situation.

ARTICLE 42. - Liquidation

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins de liquidateurs nommés par l'assemblée générale ou, à défaut de pareille nomination, par les soins du conseil d'administration agissant en qualité de collègue de liquidation.

Sauf décision contraire, les liquidateurs agissent collectivement.

A cette fin, les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus conformément aux dispositions applicables du Code des sociétés, sauf restrictions imposées par l'assemblée générale.

Le mandat du liquidateur est exercé gratuitement sauf décision contraire de l'assemblée générale.

ARTICLE 43. - Répartition

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, l'actif net servira en premier lieu au remboursement, en espèces ou en nature, du montant libéré et non encore remboursé des actions.

Le solde éventuel est réparti par parts égales entre toutes les actions.

Si le produit net ne permet pas de rembourser toutes les actions, les liquidateurs remboursent par priorité les actions libérées dans une proportion supérieure jusqu'à ce qu'elles soient sur un pied d'égalité avec les actions libérées dans une moindre proportion ou procèdent à des appels de fonds complémentaires à charge des propriétaires de ces dernières.

ARTICLE 44. - Élection de domicile

Tout administrateur, directeur général et liquidateur domicilié ou ayant son siège à l'étranger fait élection de domicile, pendant l'exercice de son mandat, au siège, où toutes significations et notifications relatives aux affaires de la société et à la responsabilité de sa gestion peuvent valablement lui être faites à son nom, à l'exception des convocations faites conformément aux présents statuts.

Les titulaires d'actions nominatives ou d'autres titres nominatifs émis par la société ou avec la collaboration de la société sont tenus de communiquer à la société tout changement de domicile ou de siège. A défaut, ils seront considérés comme ayant fait élection de domicile à leur domicile ou siège précédent.

ARTICLE 45. - Droit commun

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est référé au Code des Sociétés.

En conséquence, les dispositions de ces lois, auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives de ces lois sont réputées non écrites.

POUR COORDINATION CONFORME
Geoffrey GAUTHY, Notaire à Herstal